



**mardi, 03. janvier 2017**

**SOMMAIRE** Cliquez sur les titres pour lire les articles

<b>Marché &amp; Economie.....</b>	<b>2</b>
<i>Coopération algéro-russe : Un partenariat en expansion.....</i>	<i>2</i>
<i>Foncier industriel : Des avantages incitatifs pour le privé .....</i>	<i>3</i>
<i>Production de liège : Une richesse à valoriser.....</i>	<i>3</i>
<i>L'accord de l'Opep à l'épreuve du terrain .....</i>	<i>4</i>
<i>Carburants et produits pétroliers : La consommation reste stable.....</i>	<i>5</i>
<i>Alimentation: tendance disparate des prix à l'importation en 2016 .....</i>	<i>5</i>
<b>Commerce .....</b>	<b>6</b>
<i>Stockage, stations-services, Transport par canalisations : Les grands chantiers de Naftal ...</i>	<i>6</i>
<b>Régions.....</b>	<b>8</b>
<i>Numérisation des collectivités locales : Alger-Centre commune pilote .....</i>	<i>8</i>
<i>Octroi prochain de deux contrats de concession pour la promotion du tourisme à El Tarf....</i>	<i>9</i>
<i>Aïn-Temouchent: Soutien financier pour 34 artisans.....</i>	<i>10</i>
<i>Skikda : Vers la plantation de 500 hectares de noyers et d'amandiers .....</i>	<i>10</i>
<i>Les procédures d'octroi du permis de construction à Médéa seront "allégées".....</i>	<i>10</i>
<b>Divers .....</b>	<b>11</b>
<i>Céréales : Les cours mondiaux du blé et du maïs ouvrent l'année très stables .....</i>	<i>11</i>



**CCI ALGÉRO-FRANÇAISE**

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

[cciaf@cciaf.org](mailto:cciaf@cciaf.org)

[www.cciaf.org](http://www.cciaf.org)

**NOS EVENEMENTS SUR**

**[WWW.CCIAF.ORG](http://WWW.CCIAF.ORG)**

### Coopération algéro-russe : Un partenariat en expansion

Source : El Moudjahid

Le partenariat économique algéro-russe s'annonce prometteur pour l'année 2017, à la faveur des nombreux accords bilatéraux signés en 2016, année marquée par un échange de visites entre les responsables des deux pays, notamment celle du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à Moscou, en avril dernier.

Mues par leur volonté de poursuivre la mise en œuvre de la Déclaration de partenariat stratégique signée en 2001 à l'occasion de la visite du Président Abdelaziz Bouteflika en Russie, Alger et Moscou ont imprégné une nouvelle dynamique à leur coopération bilatérale, et devraient, au cours de cette nouvelle année, tirer bénéfice des multiples accords signés dans divers secteurs d'activité. La visite officielle du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en avril dernier à Moscou, a été l'événement-phare de l'année 2016, qui est venu couronner une intense activité et échanges de visites de délégations des deux pays, marqués par la signature de plusieurs accords dans les domaines de l'habitat, de l'énergie atomique et des nouvelles technologies, de la culture et de la communication.

#### **Encourager l'investissement**

L'objectif étant de booster les échanges commerciaux qui avaient atteint les 885 millions de dollars en 2015. Concernant les investissements et les échanges commerciaux, le partenariat bilatéral a enregistré un nouvel élan avec l'organisation d'un forum d'affaires, en marge de la visite de M. Sellal, en présence de près de

500 opérateurs économiques. Un mémorandum d'entente et de coopération économique entre l'Algérie et la Russie a été signé, confirmant la volonté des deux pays d'asseoir sur des bases solides un partenariat pérenne et mutuellement avantageux. A cette occasion, le Premier ministre avait affirmé que «des mesures réglementaires et organisationnelles concrètes sont prises en Algérie pour encourager l'investissement et le partenariat, améliorer le climat des affaires et lever tous les obstacles». Au cours du forum de Moscou, des hommes d'affaires algériens ont pu approfondir les pourparlers avec leurs homologues russes sur des projets définis préalablement dans les précédents forums ou conseils d'affaires tenus dans les deux capitales. Les secteurs ciblés sont aussi nombreux que variés : l'agroalimentaire, la santé, les infrastructures, l'immobilier, les transports, l'industrie lourde et légère ainsi que les hautes technologies.

#### **Présence des produits algériens au « World Food Moscow »**

La capitale russe a abrité le 25e Salon «World Food Moscow» au cours duquel plus de vingt exportateurs algériens de produits agro-alimentaires ont participé. Cette manifestation rassemblant, chaque année, des entreprises de plus de 60 pays, a permis aux entreprises algériennes d'évaluer les opportunités offertes pour pénétrer ce marché à travers la promotion du label algérien auprès des nombreux partenaires étrangers. Le prochain Marché international de l'agroalimentaire de Moscou est très attendu par les exportateurs algériens qui y voient une opportunité idoine pour promouvoir le label algérien en Russie et dans les pays de l'Asie centrale. Chaque pays disposera d'un espace de 100 m<sup>2</sup> pour exposer et vendre à longueur d'année sa palette de produits.

#### **Lavrov à Alger : « De belles perspectives de coopération »**

En février dernier, le ministre des Affaires étrangères russe, Serguei Lavrov, a effectué une visite à Alger, au cours de laquelle il a indiqué que la Russie et l'Algérie «ont défini des plans et des projets concrets dans le domaine de la coopération commerciale, économique et militaro-technique, et proposé des formes concrètes de coopération entre les ministères et les milieux d'affaires des deux pays». Sur le plan politique, l'Algérie et la Russie enregistrent une forte convergence de vue sur diverses questions grâce à une concertation et une coordination bien ancrées. M. Sellal l'avait clairement exprimé lors de sa dernière visite en Russie en notant que les deux pays «partagent les mêmes points de vue dans la plupart des questions» qui se posent actuellement, mettant en exergue «la longue histoire d'amitié et de solidarité qui caractérise les relations entre l'Algérie et la Russie». Les deux pays entretiennent en effet une concertation et une coordination de leurs positions sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, comme cela a été souligné à l'occasion de la tenue, en juillet dernier à Moscou, de la première session du dialogue stratégique bilatéral sur les questions politiques et sécuritaires entre l'Algérie et la Russie.

Cette session de dialogue est venue confirmer la volonté des deux pays d'aller de l'avant dans leurs relations et leur coopération, aussi bien dans le domaine politique que ceux de l'économie, du commerce et de la culture. Les deux parties avaient rappelé, à cette occasion, l'attachement de leur pays aux principes de règlement politique des conflits, de la nécessité de dialogue, de non ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et du respect de la Charte des Nations Unies.

Dans cet esprit, les deux parties ont examiné les questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment la situation en Syrie, en Libye, au Sahara Occidental, au Sahel, la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational ainsi que la cybercriminalité.

### Foncier industriel : Des avantages incitatifs pour le privé

**Source : El Moudjahid**

Consacrée dans l'article 58 de la loi de finances pour 2016, cette mesure qui consiste à ouvrir la voie pour les personnes morales de statut privé pour «procéder à la création, à l'aménagement et à la gestion de zones d'activités, de zones industrielles ou de zones logistiques sur des terrains à vocation non agricole, constituant leur propriété, ou relevant du domaine privé de l'Etat «a été réaffirmé dans le document budgétaire au titre de l'exercice 2017. Une démarche motivée par le souci d'encourager l'investissement productif mais aussi pour alléger les charges supportées par l'Etat. Cette autorisation est accordée sur la «base d'une concession qui leur est consentie de gré à gré pour une période de 33 ans avec octroi d'abattements sur le prix de la concession modulés en fonction de l'implantation géographique du projet», est-il précisé. Aussi, les avantages en la matière, pour les wilayas du nord sont de l'ordre de «95 % pendant la période de réalisation du projet pouvant s'étaler d'une année à 5 années et de «75 % pendant la période d'exploitation jusqu'à expiration de la durée de la concession».

Le prix de la concession au niveau des wilayas des Hauts-plateaux et du Sud est calculé au «dinar symbolique le m2 pendant une période de 10 ans et 90 % du montant de la redevance domaniale au-delà de cette période

pour les projets implantés dans les wilayas ayant servi pour l'exécution de programmes du sud et des Hauts-plateaux. Les wilayas du Grand sud, la concession est au dinar symbolique le mètre carré pendant une période de 15 ans et 95 % du montant de la redevance domaniale au-delà de cette période pour les projets d'investissements implantés dans les wilayas du Grand sud». Le texte stipule, au même chapitre que, «la création, l'aménagement et la gestion de ces zones sont soumises à un cahier des charges, élaboré conformément au plan national d'aménagement du territoire, par le ministère chargé de l'investissement lorsqu'il s'agit de terrains de statut privé et conjointement par les ministères chargés de l'investissement et des finances, dans le cas où les terrains relèvent du domaine privé de l'Etat. Ces avantages qui s'inscrivent dans le sillage de la politique visant à améliorer le climat des affaires, sont venus consolider d'autres mesures visant à apporter une dynamique supplémentaire au développement économique du pays, à travers le renforcement de l'investissement privé, national et étranger. Aussi, les actions décidées au titre des régimes fiscaux, douaniers et domaniaux traduisent la volonté des autorités publiques en matière de facilitation de l'investissement, privé notamment, et d'amélioration de l'environnement de l'entreprise. Cet engagement de l'Etat à soutenir l'investissement privé, qui reste le premier pourvoyeur d'emplois en Algérie, suppose, en contrepartie, une implication des opérateurs privés, en tant qu'acteurs actifs dans la dynamique de développement du pays, désormais orientée vers la diversification économique.

### Production de liège : Une richesse à valoriser

**Source : El Moudjahid**

Le directeur général des forêts, Abdelfattah Abdelmalek, a révélé que l'Algérie produit 40.000 quintaux de liège par an et pourrait atteindre 200.000 quintaux, en insistant, toutefois, sur la nécessité d'accroître les investissements pour le développement de l'économie.

En Algérie, les subéraies couvrent initialement une superficie variant entre 440 et 480.000 hectares et s'étendent sur le territoire de 23 départements, du littoral méditerranéen au nord aux chaînes telliennes au sud, selon M. Abdelfattah, qui précisera que les plus vastes massifs sont localisés à l'est du pays, région qui détient à elle seule plus de 4/5 de la subéraie.

Intervenant sur les ondes de la radio, M. Abdelfattah a fait savoir que la subéraie a connu au fil du temps « une constante régression », surtout après la décennie noire, où elle est estimée à 200.000 hectares, dont la priorité actuellement, dira-t-il, est « d'investir dans des espaces inexploités ».

C'est pourtant une des ressources (matière première) qui a fait longtemps la fierté du pays dans le bassin méditerranéen, où existent des concurrents solides, comme le Portugal, le Maroc, la Turquie, la Grèce etc. C'était, jusqu'aux années 1970, un des créneaux les plus prometteurs, avec les autres produits agricoles (vins, agrumes, produits de l'élevage ovin,...) que l'Algérie exportait, au moment où le pétrole et le gaz commençaient à peine à connaître leur première ascension.

Actuellement, et compte tenu du fait que les hydrocarbures est la principale richesse, et au vu de la crise économique actuelle, « il est primordial d'instaurer une vraie réflexion pour développer l'investissement

dans le secteur forestier, et plus particulièrement dans celui du liège.

Le DG a fait savoir que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a donné des instructions pour accorder des facilitations aux investisseurs dans le but d'exploiter le liège, notamment sa transformation, ajoutant qu'il existe un partenariat avec des investisseurs portugais, leader dans ce domaine, pour une plus grande exploitation de cette matière. Il sera également question d'attribuer plus de facilitations pour une meilleure exploitation des forêts, en donnant aux investisseurs des espaces pour la plantation des arbres d'intérêt économique, écologique et social.

### **Plus une espérance qu'une réalité**

Dans le cadre de la réhabilitation des espèces dites nobles (chêne-liège, cèdre,...), la Direction générale des forêts a conçu des programmes de repeuplement et de reboisement en chêne-liège, de façon à lui faire retrouver au moins l'aire qu'il occupait dans les années 1950.

Néanmoins, les taux de réussite ne sont pas totalement satisfaisants, sachant que l'on a affaire à une espèce exigeante, les facteurs de dégradation étant nombreux, à commencer par le pâturage et l'enlèvement des jeunes plants par les sangliers, vieillissement des peuplements et une régénération naturelle déficiente, enrésinement des peuplements (pin d'Alep et pin maritime), absence de travaux sylvicoles (embroussaillage et abandon des forêts), manque de plans de gestion subécorce, mauvaise exploitation du liège, attaques parasitaires et surtout les feux de forêt. Avec les incertitudes qui pèsent sur les opérations de récolte et les quantités à extraire, l'industrie du liège se

réduit à la portion congrue. L'Entreprise algérienne de génie rural (EAGR) est chargée de récolter le liège dans les forêts domaniales. Elle le revend à des transformateurs qui en font des bouchons, des pièces de carrelage de décoration et des isolants. Mais, l'économie du liège est aujourd'hui plus une espérance qu'une réalité.

Ainsi, la protection et la préservation du chêne-liège est plus qu'une « priorité », compte tenu de l'importance de ce produit utilisé comme isolant dans le bâtiment, notamment, la place significative des produits dérivés du liège dans l'exportation nationale.

### [L'accord de l'Opep à l'épreuve du terrain](#)

#### **Source : El Watan**

Après les vacances de fin d'année, les prix du pétrole suivent désormais une courbe dessinée par les quotas précis mis en vente.

Prises il y a quelques semaines, la décision de l'Opep de réduire sa production de 1,2 million de barils par jour et celle des non-Opep de soustraire au marché près de 600 000 barils/jour, pour pousser les prix à la hausse sont, depuis le 1er janvier 2017, officiellement confrontées à l'épreuve du terrain.

Si au cours des derniers jours de 2016, les cours du brut se sont maintenus au-dessus des 55 dollars pour le Brent, dans le sillage de l'annonce de la décision de réduction de production, il est certain que le marché ne va plus se suffire, désormais, des intentions exprimées par les principaux protagonistes du marché pétrolier, mais plutôt tendre à refléter la mise en pratique réelle de l'accord.

A la reprise des Bourses mondiales après les vacances de fin d'année, les prix du pétrole suivent désormais une courbe dessinée par les quotas précis mis en vente. C'est donc la mise en pratique effective de l'accord et surtout le degré de respect du quota dédié à chaque pays ayant paraphé l'accord qui sont scrutés.

Ainsi la cohésion de l'Opep, retrouvée après des années de différends, est plus que jamais sous la loupe des traders et investisseurs, qui jugent par ailleurs les résolutions exprimées par les producteurs non Opep, suite à leur rapprochement inédit avec l'OPEP depuis 2001. Le marché va donc certainement évoluer dans un climat empreint de scepticisme, dans la même ambiance qui a accompagné durant des mois la démarche consensuelle de l'OPEP, malgré les signaux positifs qu'elle s'efforçait de lancer, avant la conclusion de l'accord en novembre.

Lors des ultimes séances de cotation de 2016, des doutes ont d'ailleurs été exprimés par certains analystes repris par les agences de presse. S'exprimant sur la bonne mise en œuvre de l'accord de l'Opep conclu le 30 novembre et celui paraphé ensuite avec les non-OPEP, ils signalaient notamment que «la volatilité sur le marché du pétrole pourrait atteindre son paroxysme en 2017, si des complications apparaissaient». Certains experts laissent entendre que les investisseurs qui attendent que l'accord de l'OPEP soit appliqué en 2017 «pourraient être déçus».

Pourtant l'OPEP — qui a largement contribué à relancer le marché ces dernières semaines en annonçant deux accords de baisse de production, l'un en son sein et l'autre avec des pays extérieurs comme la Russie — affiche un optimisme étayé par un tableau de quotas précis et un suivi rigoureux confié à un comité technique. Il est à rappeler que l'Organisation se fixe un

seuil de production de 32,5 millions de barils par jour dès janvier 2017. Parallèlement, la Fédération russe s'est engagée à réduire de 300 000 barils sa production, soit près de la moitié des 558 000 barils de réduction demandés aux producteurs extérieurs à l'Opep Celle-ci doit désormais renforcer sa position et faire respecter les quotas fixés.

Un objectif que n'avait pas omis de mettre en relief le ministre algérien de l'Energie dans ses déclarations à la presse en marge de l'accord conclu à Vienne, le 30 novembre dernier. M. Boutarfa avait estimé que «le marché se régulera plus vite» dans le sillage du consensus qui s'est dégagé au sein de l'Opep et de l'adhésion des non-Opep.

La décision était attendue, mais sa concrétisation par un respect strict de l'accord va nécessairement consolider la courbe ascendante des prix dès la reprise effective des places de cotation. Il faut savoir, par ailleurs, que l'OPEP table sur une solide demande de pétrole en 2017 en dépit de l'accord de réduction de sa production.

Le secrétaire général de l'OPEP, Mohammed Sanusi Barkindo, avait estimé, il y a quelques semaines, que l'Asie aurait un grand rôle à jouer dans la croissance de la demande, ajoutant qu'«en 2017, la croissance sera aussi robuste que cette année, aux alentours de 1,2 million de barils». Au niveau mondial, l'Opep estime que la demande devrait augmenter de 17 millions de barils/jour à près de 110 millions d'ici 2040.

### Carburants et produits pétroliers : La consommation reste stable

Source : El Watan

Le volume des carburants et des autres produits pétroliers commercialisés en 2016 s'est établi à 17 millions de tonnes, soit pratiquement au même niveau qu'en 2015, ont fait savoir hier des responsables de la Société nationale de transport des produits pétroliers (Naftal), lors d'une rencontre à Alger.

Ainsi, malgré le relèvement des taxes sur les carburants et les limitations imposées aux importations de véhicules durant l'exercice écoulé, la consommation domestique continue à être conséquente, si l'on tient compte des derniers chiffres de Naftal, repris hier par l'APS. Dans le détail, la filiale du groupe Sonatrach, qui a vu son chiffre d'affaires grimper à 380 milliards de dinars en 2016, contre 333 milliards de dinars en 2015, a fait notamment état d'un volume total de 13,9 millions de tonnes de carburants ordinaires (essences et gasoil) et 1,5 million de tonnes de GPL commercialisés l'année dernière, soit des niveaux de ventes stables en comparaison avec ceux de l'exercice précédent.

Dans le même contexte, la Société nationale de transport des produits pétroliers, a indiqué son directeur de planification, de stratégie et d'économie, Mohamed Benchoubane, prévoit de contracter un emprunt à long terme d'un montant de 283,2 milliards de dinars en vue de financer des projets stratégiques inscrits dans ce programme de développement 2017-2030, qui nécessite au total une enveloppe de 564 milliards de dinars.

Sur ce montant, l'emprunt envisagé devrait donc représenter plus de la moitié, tandis que les fonds propres de l'entreprise devraient permettre l'autofinancement des projets déjà inscrits pour la période 2017 à 2021. Approuvé l'année dernière, le plan de développement de Naftal, rappellent ses responsables, s'articule essentiellement sur la

modernisation de ses infrastructures de stockage et de son réseau de transport par canalisation des carburants et du GPL.

Il prévoit également le développement du réseau des stations-service, la promotion des carburants propres et la diversification des activités de Naftal à travers le partenariat, ainsi que la mise en place d'un nouveau système d'information. En termes d'objectifs, Naftal prévoit d'atteindre un niveau d'autonomie nationale de stockage en carburants de 30 jours, soit un volume de 2,1 millions mètres cubes à l'horizon 2020, contre 10 jours d'autonomie pour un volume de 0,7 million de mètres cubes actuellement, soit à terme, le triple de ses capacités actuelles.

Pour ce faire, précisent enfin les responsables de l'entreprise, le développement du réseau des stations-service nécessite une enveloppe de 203 milliards de dinars et l'augmentation des capacités de stockage de quelque 152 milliards de dinars, tandis que 102 milliards de dinars devraient être mobilisés pour la réalisation et la rénovation des canalisations et 15 autres milliards pour la réhabilitation et la modernisation des unités d'enfûtage et d'emballage GPL.

### Alimentation: tendance disparate des prix à l'importation en 2016

Source : L'Econews

Les prix à l'importation par l'Algérie des produits alimentaires et agroalimentaires ont connu des trajectoires différentes durant les neufs premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015, a appris l'APS auprès du ministère du Commerce.

Dans la catégorie des céréales, les prix à l'importation ont reculé à 308 dollars/tonne (usd/t) pour le blé dur (-32,5% par rapport à la même période de 2015), à 192 usd/t pour le blé tendre (-22,3%) et à 185 usd/t pour le maïs (-8,4%).

De son côté, le prix d'achat des poudres de lait s'est établi à 2.305 usd/t (-20%).

Par contre, une hausse des prix à l'importation a touché les sucres roux à 391 usd/t (+6,8%), l'huile brute de coco (+13,3%) et des huiles alimentaires brutes (+37,3%), tandis qu'une baisse a touché d'autres huiles brutes (baisses allant entre 1,73% et 11,66%).

Pour la catégorie des produits d'épicerie, une augmentation des prix moyens à l'importation a été observée pour les cafés torréfiés (+35,05%), les pâtes alimentaires (+6,5%), le thé (+5,2%), le sucre blanc (+2%).

Par contre, les prix à l'importation du triple concentré de tomate ont reculé à 848 usd/t (-27,1%), le concentré de tomate à 1.109 usd/t (-22,1%), le double concentré de tomate à 1.328 usd/t (-9,4%), les cafés non torréfiés à 2.128 usd/t (-7,8%), le riz à 530 usd/t (-5,36%) et le lait infantile à 6.602 usd/t (-1,05%).

Pour les légumes secs, des baisses ont été observées pour les haricots secs à 981 usd/t (-21%) et les pois secs à 593 usd/t (-16,5%). En revanche, les prix à l'importation ont haussé pour les pois chiches à 1.303 usd/t (+21,8%) et les lentilles à 1.086 usd/t (+15,8%). Quant à l'ail, il a été importé à 1.746 usd/t (+61,2%). En ce qui concerne les fruits frais, les pommes ont été importées à 827 usd/t (+19,3%) et les bananes à 714 usd/t (-2,5%).

Pour les viandes et poissons, les prix ont reculé pour les viandes bovines congelées à 3.043 usd/t (-10,4%), pour celles réfrigérées à 3.628 usd/t (-9,8%) et pour les poissons congelés à 1.515 usd/t (-4,3%).

Par ailleurs, pour le ciment, son prix moyen a baissé à 65 usd/t contre 73 usd/t (-11%).

Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie en poudre de lait sont au nombre de 18 dont les 5 premiers sont la Nouvelle-Zélande (39,7% des importations globales), la France (16,5%), l'Argentine (12,53%), la Pologne (9,26%) et l'Uruguay (7,8%).

Pour les huiles alimentaires brutes, la quasi-totalité des quantités importées a été réalisée par six (6) principaux opérateurs dont une société privée qui demeure en première position avec près de 60% de la quantité totale importée. En matière d'importation de sucre roux, cette même société privée est demeurée dominante en assurant 83,7% du total importé. Quant au sucre blanc, il est à noter que près de 66% de la totalité des quantités importées a été réalisée par dix (10) entreprises privées. Concernant le café non torréfié, les principaux importateurs sont au nombre de sept (7) avec près de 35% du total des importations.

Bananes et pommes: près de 178 millions dollars d'importations

En ce qui concerne les fruits frais, il a été importé pour plus de 127,14 millions usd de bananes durant les neuf premiers mois 2016 (contre 128,6 millions usd sur la même période de 2015), et pour 50,61 millions usd de pommes (contre 82,42 millions usd).

La facture a été de 34,85 millions usd pour les amandes (contre 32,21 millions usd), de 17,03 millions usd de

raisins secs (contre 22 millions usd) et de 4,8 millions usd d'abricots secs (contre 6,1 millions usd), alors que les importations des pruneaux secs se sont chiffrées à 10,01 millions usd (contre 10,32 millions usd). Il est, par ailleurs, constaté que la facture de l'ail importé est passée à 17,8 millions usd (contre 10,3 millions usd).

## COMMERCE

### Stockage, stations-services, Transport par canalisations : Les grands chantiers de Naftal

Source : El Moudjahid

Ambitieux ! C'est ainsi que le PDG de Naftal qualifie le plan de développement 2030, qui est sur le point d'être lancé par son entreprise et dont l'enveloppe financière s'élève à plus de 564 milliards de DA, soit plus de 6 milliards de dollars.

«C'est le fruit d'un long processus commencé par l'élaboration d'un questionnaire diffusé en interne, portant sur des volets divers ayant un lien direct avec les activités de l'entreprise», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée hier, à Alger. Hocine Rizou soutient à cet effet que Naftal possède un potentiel « avéré » à travers l'expertise et la compétence de son collectif ainsi que les infrastructures dont elle dispose, et tient à rappeler que ce projet de développement s'inscrit en « droite ligne » du plan de développement du groupe qui s'est tracé comme objectif majeur la « pérennité » de l'entreprise, la « consolidation » des créneaux « pourvoyeurs » de gains et de richesse, la « recherche » de la performance « continue » et de la « compétitivité », « l'amélioration » de la productivité et enfin la « modernisation » tous

azimuts des modes de gestion et des systèmes d'information.

Il est question également de rendre Naftal plus « performante » dans son domaine, de « consolider » ses parts de marché et de la hisser au rang des « majors » de la distribution des produits pétroliers.

« Ceci nécessite bien entendu des investissements conséquents, qui se feront d'une manière rationnelle et soigneusement planifié. La réalisation de cet ambitieux projet constitue un défi majeur », a-t-il estimé en présence notamment du PDG du groupe Sonatrach, Amine Mazouzi.

En termes de priorités, Naftal a opté pour des créneaux « rentables » qui répondent à des besoins stratégiques. Il s'agit de l'augmentation de la capacité de stockage, le développement du transport par canalisation et le développement du réseau des stations-service.

Pour le premier chantier qui coûtera 152 milliards de DA, le but est de porter les capacités de stockage à 30 jours d'autonomie pour les carburants contre 10 jours actuellement, soit un volume de 2,1 millions m<sup>3</sup> à l'horizon 2020, et 12 jours pour les GPL en période hivernale.

### **Porter à 30 jours les capacités de stockage du carburant**

Pour ce faire, neuf projets sont en cours de réalisation (Alger, Khroub, Bejaia, Souk Ahras, Annaba, Sidi Bel Abbès, Adrar, Tindouf, Tamanrasset) représentant un volume de 415.000 m<sup>3</sup> d'augmentation de capacités de stockage, soit plus de 50% des capacités de stockage actuelles.

Aussi, 10 autres projets, dont les études et les DAO sont en cours, seront lancés début de l'année 2017 (El Eulma, M'sila, BBA, Tizi-Ouzou, Chlef, Bouira, Relizane, Bechar, Touggourt et El Oued) représentant 292.000 m<sup>3</sup>, ramenant les capacités de stockage globales à 1,5 million m<sup>3</sup>, doublant ainsi l'autonomie de stockage à 22 jours. Avec le reste des projets à lancer, les capacités de stockage des carburants atteindront à l'horizon 2020 une autonomie de 30 jours.

La deuxième priorité est liée au développement du transport par canalisation via la réalisation et la rénovation. Naftal compte l'augmenter à 70% pour un montant de 102 milliards de DA, ce qui permettra à l'entreprise d'enregistrer des gains substantiels en réduisant les coûts.

### **Tout pour augmenter de 70% le transport par canalisation**

Ainsi, donc, et pour sécuriser l'approvisionnement du marché national en carburants, d'améliorer le système de distribution, de parfaire les performances HSE (réduction des GES, baisse des risques d'accidents routiers), de supprimer le transport par cabotage et enfin de réduire le recours au transport par route, générateur de surcoûts, des projets de canalisations ont été lancés dont notamment le dédoublement de la canalisation Skikda-Khroub sur 05 km, la canalisation Khroub-El Eulma sur 103 km.

### **GPL : 1.000 points de vente d'ici 2030**

D'autres canalisations carburants ont été lancées (études de tracés) au cours du 4e trimestre de 2016, représentant 345 km, destinés à l'interconnexion des anciens et nouveaux dépôts de stockage. Il s'agit des

canalisations El Eulma-Bordj Bou-Arreridj, Bordj Bou-Arreridj-Bouira et Bouira-Alger.

Pour le GPL, le gaz du pétrole liquéfié, Naftal enregistre, selon son PDG, de belles performances, dans la mesure où elle a enregistré en 2016 une croissance moyenne de 20% et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Par ailleurs, il est prévu à l'occasion de ce plan de développement à l'horizon 2030, de réaliser 1.000 points de vente GPLc au niveau des stations-service, en plus des 610 stations déjà existantes, soit 72% de stations-service équipées en GPLc contre 28% actuellement et de construire 31 centres de conversion GPLc, en plus des 30 centres déjà existants (capacités de conversion: 10.000 véhicules/an), qui vont permettre la conversion par Naftal de 26.500 véhicules/an en 2017. Aussi, un projet de réalisation d'une unité de fabrication de Kits GPL carburants en partenariat est programmé, tout comme d'ailleurs la réalisation de deux nouveaux centres emplisseurs, à El Oued et à Bordj Menaïel (Boumerdès) et la réhabilitation, la modernisation et la rénovation de ceux existants déjà avec en point de mire la mise en conformité de leurs installations. L'autre priorité de Naftal dans ce plan porte sur le réseau des stations-service et des prestations hors fuel et ce, pour satisfaire la demande croissante du marché national. Un montant de 203 milliards de DA, soit le plus important, y est consacré. Il s'agit de procéder à la rénovation et à l'augmentation des capacités de stockage des stations-service de faibles capacités, de la réalisation de nouvelles stations-service sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest et sur d'autres axes routiers et de la réalisation de méga-stations-service au niveau des grandes agglomérations. Ce programme vise également la mise en conformité des stations aux « standards internationaux », la « sécurisation » des sites, le « respect » de l'environnement et la « mise à disposition

» des clients d'un « maximum de prestations » hors fuel et d'un lieu de détente et de convivialité.

### **Rénovation de 270 stations-services et réalisation de 136 méga-stations**

Ainsi, 270 stations-service seront rénovées, 11 stations-service habillées et 180 d'entre elles verront l'introduction de l'énergie solaire. Par ailleurs, et pour la sécurisation de la distribution des carburants dans les grandes agglomérations, 136 méga-stations-service seront réalisées à l'horizon 2030, dont 80 sur la période 2017-2021, dans la périphérie des agglomérations des grandes villes du pays, les voies express et rocade.

Ces méga-stations-service seront conçues selon une architecture « moderne » qui s'adapte à la région et offriront de « multiples » services aux consommateurs. En outre, Naftal compte réaliser 52 stations-service sur d'autres axes routiers. Naftal accorde par ailleurs toute leur importance aux autres activités dont le bitume ou lubrifiants et pneumatiques. A ce sujet, quatre nouveaux centres seront réalisés, les bitumes au niveau d'Adrar, Djelfa, Hassi Messaoud (Ouargla) et du port de Djendjen (Jijel), alors que de nouvelles unités de stockage et formulation sont programmées à Alger et Batna. Pour la pneumatique, le projet table sur la réalisation de trois nouveaux centres LP à Bouira, Tizi-Ouzou et Berrouaghia (Médéa) et de nouvelles capacités de stockage pour produits spéciaux au niveau d'Oran, Alger et Skikda d'une capacité de 1.000 m<sup>3</sup> chacune.

## **REGIONS**

### **Numérisation des collectivités locales : Alger-Centre commune pilote**

#### **Source : El Moudjahid**

La commune d'Alger-Centre sera une commune pilote numérique par excellence avant la fin du mois de janvier 2017, a affirmé hier à Guelma, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui. Lors de l'inspection du siège de l'état civil de la commune de Héliopolis, le ministre a indiqué que le nouveau système de délivrance des documents biométriques sera mis en oeuvre dans la commune d'Alger-Centre avant sa généralisation progressive aux autres communes de la wilaya d'Alger, puis d'ici fin 2017, aux deux wilayas d'Oran et Constantine.

Ce système numérique permettra au citoyen de formuler à partir de son domicile la demande de sa carte d'identité ou son passeport qui lui seront délivrés par la commune sans qu'il ait besoin de fournir un quelconque dossier mais seulement en se référant à son numéro d'identification nationale (NIN) dans la base de données du ministère de l'Intérieur. Le ministre qui effectue une visite de deux jours dans cette wilaya a inauguré le siège de la daïra de Héliopolis, le centre médicosocial des fonctionnaires et travailleurs des collectivités locales, réalisé en 2016, sur le budget de wilaya, qualifié de «centre pilote» par le ministre. M. Bedoui devra poursuivre sa visite par l'inspection et l'inauguration de plusieurs projets à caractère touristique, social et de jeunes dans les communes de Guelma, Bendjerah, Hammam Debagh et Houari Boumediene.

#### **L'Algérie s'impose comme l'un des pays les plus dynamiques**

L'Algérie, grâce à sa stratégie de développement des technologies de l'information et de la communication, s'est imposée en 2016 comme l'un des pays les plus dynamiques dans ce domaine. En effet, l'Algérie a

affiché, au cours de cette année, des progrès substantiels dans sa politique d'édification de la société de l'information et de l'économie numérique, améliorant ainsi son score de neuf positions dans le classement établi par l'Union internationale des télécommunications (UIT) dans son rapport de 2016 sur la société de l'information. Selon ce document, l'Algérie figure, cette année, parmi les trois pays dans le monde ayant le plus progressé en matière d'indice de développement des TIC qui est passé de 3.74 en 2015 à 4.40 en 2016, soit de la 112e à la 103e place en une année. Pour rappel, entre 2010 et 2015, l'Algérie n'avait gagné qu'une seule place, passant de la 114e à la 112e place dans le classement mondial de 167 pays en matière d'indice de développement des TIC.

Le secrétaire général de l'UIT, Houlin Zhao, a estimé, lors d'une visite à Alger, qu'en ce qui concerne le développement des TIC pour 2016, l'Algérie a avancé «assez vite» dépassant les 115%, par rapport aux autres pays du continent africain, et se hissant de 9 places dans le classement mondial, «ce qui est unique dans le monde arabe». Ainsi, la stratégie nationale e-Algérie, adoptée en 2013 par le secteur de la Poste et des TIC avec pour principal objectif la diversification des technologies d'accès, dont le déploiement du haut et très haut débit fixe et mobile, commence à produire des résultats palpables. Cette politique a permis cette année de renforcer davantage l'internet à très haut débit fixe (ADSL+) en atteignant plus de 70.000 kilomètres de réseau en fibre optique, une technologie qui permet une connexion 5 fois plus rapide que sur le fil en cuivre, puisque les débits de téléchargement vont de 20 Mo jusqu'à 100 Mo.

Outre la fibre optique, l'Algérie s'est attelée à améliorer sensiblement l'internet mobile en lançant en 2016 la 4G, un réseau qui permet un débit jusqu'à 10 fois plus



rapide que celui de la 3G disponible depuis trois ans. La 4G implique de meilleures performances dans les téléchargements de contenus, ainsi que lors d'envois effectués à partir d'un smartphone ou tablette. Le visionnage en streaming de vidéo en haute définition, l'écoute de contenus audio, les téléchargements de photos et fichiers volumineux seront d'une très grande simplicité, ce qui contribuera à faciliter la vie des citoyens et des professionnels utilisant leurs mobiles comme outils de travail.

### La 4G accélère l'usage des TIC

Attendu depuis des années aussi bien par les citoyens que par les opérateurs, la 4G, lancée officiellement début octobre dernier, devra booster l'utilisation des TIC en Algérie. Et pour cause, dès sa mise en exploitation par les trois opérateurs de la téléphonie mobile (Mobilis, Ooredoo et Djezzy), la 4G a connu un engouement certain de la part des internautes algériens qui se sont rués, dès l'annonce de son lancement, vers les agences commerciales afin de mettre à niveau leurs puces 3G avec cette nouvelle technologie. Pour d'autres internautes, il fallait changer carrément de smartphone pour un appareil adapté à la 4G, ce qui a favorisé une dynamique dans le marché de la téléphonie mobile. Cette dynamique a incité les opérateurs de la téléphonie mobile à accélérer le déploiement de la 4G en Algérie, dépassant même les objectifs tracés dans le cahier des charges. Avec cette nouvelle technologie, des spécialistes prévoient une importante pénétration des TIC à travers notamment l'émergence de nouveaux contenus et services locaux et le développement de la réalité virtuelle.

Pour le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, le lancement de la 4G s'inscrit en droite ligne de la politique nationale

visant l'émergence d'une administration plus moderne et plus accessible et un service public qui assure le confort des citoyens avec des prestations simplifiées et surtout, de qualité. En outre, et parallèlement à la 4G, l'Algérie a lancé le paiement électronique, un service tendant à faciliter les transactions financières, qui est l'une des principales phases du processus de modernisation du service bancaire et du système de paiement, inscrite dans le cadre de la stratégie e-Algérie.

Le e-paiement tend non seulement à réduire les coûts et les durées des transactions bancaires, mais également contribue à l'amélioration de la trésorerie des entreprises, selon des experts. Cette nouveauté permettra d'effectuer à distance, via internet, en toute sécurité et rapidité, 7j/7 et 24h/24, des opérations d'achat de biens et/ou de services auprès des sites marchands des entreprises qui acceptent le paiement en ligne par cartes interbancaires (CIB). Dans ce cadre, plus de 500.000 mots de passe ont déjà été attribués aux détenteurs de cartes bancaires (estimés à 1,3 million) en seulement quelques semaines du lancement de la prestation du paiement électronique qui a concerné au départ une dizaine de banques et autant d'entreprises.

### Octroi prochain de deux contrats de concession pour la promotion du tourisme à El Tarf

#### Source : Maghreb Emergent

Deux (02) contrats de concession pour l'exploitation de plusieurs sources thermales réparties à travers les régions de la wilaya d'El Tarf seront bientôt octroyés à des investisseurs, a-t-on appris lundi auprès des services locaux du tourisme.

Cette opération est destinée à la promotion du tourisme thermique dans une région réputée pour ses innombrables sources d'eau aux bienfaits curatifs avérés, a indiqué la même source qui a précisé que deux (02) investisseurs sur une dizaine de postulants ont, pour l'instant, reçu l'accord de principe pour l'exploitation de Hammam Sidi Trad, dans la commune de Zitouna, et Sidi Djaballah, dans la commune Lac des Oiseaux.

Cinq (5) autres investisseurs ont déposé leur demande de permis de construire pour des projets de promotion des sources thermales, a-t-on ajouté.

Insistant sur l'importance de ce projet, appelé à valoriser, à moyen terme, ce type de tourisme, la même source a rappelé que la wilaya d'El Tarf compte neuf (09) stations thermales situées respectivement à Hammam Beni Salah, Hammam Zetori (Bouhadjar), Hammam Mexna (Bougos) ainsi qu'à Hammam Sidi Trad (Zitouna) et Sidi Djaballah (Lac des Oiseaux).

Une étude hydrogéologique, réalisée par un bureau d'étude national spécialisé en géo-thermal, a permis de révéler, que les eaux des deux sources ciblées par les projets d'investissement sont conformes aux normes requises, notamment pour leur propriété thérapeutique, a-t-on souligné.

Ces projets d'envergure viendront, a-t-on par ailleurs soutenu, renforcer les deux (2) stations climatiques prévues, l'une à Zitouna et l'autre à El Ghorra où leurs climats et reliefs particuliers incitent au sport et à la promenade.

Ces stations comporteront l'ensemble des infrastructures, notamment des terrains de sport,

assurant détente et épanouissement, a-t-on également ajouté.

Hammam Sidi Trad enregistré, a-t-on rappelé, en cette période de l'année l'affluence de nombreux curistes venant de divers horizons pour profiter de ses eaux thermales.

### [Aïn-Temouchent: Soutien financier pour 34 artisans](#)

**Source : Le Quotidien d'Oran**

Dans le cadre du programme de soutien initié par le ministère de tutelle, 34 artisans, affiliés à la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) d'Aïn-Temouchent ont, durant l'exercice écoulé, bénéficié d'un soutien financier non remboursable, a-t-on appris. Le montant de ce soutien, de l'ordre de 350.000 DA, permet de financer une dizaine d'activités artisanales, à l'instar de la broderie traditionnelle, la fabrication de bijoux traditionnels, la tapisserie et la confection de l'habit traditionnel. Cet apport est destiné aux artisans, en individuel ou en coopérative, les entreprises d'artisanat et les associations locales activant dans l'artisanat, selon la même source. Ce financement s'inscrit aussi dans le cadre de la protection de l'artisanat de la région tout en permettant de générer des emplois pour les jeunes et de promouvoir la production locale. La chambre de l'artisanat et des métiers d'Aïn-Temouchent recense 3.200 artisans adhérents offrant quelque 6.100 emplois.

Selon un ancien cadre du secteur «le tourisme a besoin de l'artisanat, car il constitue un atout important pour attirer les touristes qui veulent connaître la région et son patrimoine». La création d'un village artisanal ou une maison de l'artisanat contribuerait à relancer le développement durable dans la région, et générer de

nouveaux postes d'emploi par la redynamisation de l'activité commerciale et touristique.

### [Skikda : Vers la plantation de 500 hectares de noyers et d'amandiers](#)

**Source : Liberté**

Une opération de plantation de noyers et d'amandiers aura lieu en 2017 sur une superficie de plus de 500 hectares de forêts de la wilaya de Skikda, selon la Conservation locale des forêts. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme élaboré par les mêmes services visant la diversification des produits des forêts, à travers l'implication des exploitants privés spécialisés dans cette arboriculture à haute valeur nutritive. Ce programme vise également à "appuyer les efforts déployés en matière d'amélioration du couvert forestier dont recèle cette wilaya" et "de mieux exploiter ses potentialités", a précisé la même source. La wilaya de Skikda dispose d'un patrimoine forestier d'une superficie de 200 000 hectares, soit 48% de sa surface globale, composé de diverses essences, a-t-on signalé à la Conservation des forêts. Le secteur est porteur pour l'économie nationale d'une contribution annuelle de 180 millions de dinars, et ce, à travers la production de 5 000 m<sup>3</sup> de bois, assurant l'approvisionnement d'une douzaine d'unités industrielles de transformation du bois à Skikda et dans les wilayas limitrophes, a ajouté la même source.

### [Les procédures d'octroi du permis de construction à Médéa seront "allégées"](#)

**Source : Maghreb Emergent**

Les procédures d'octroi du permis de construction aux investisseurs à Médéa seront "allégées" et "simplifiées",

appris lundi l'APS auprès du directeur local de l'industrie et des mines, Lotfi Rezzoug.

Selon M. Rezzoug, l'implication directe du guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) permettra de réduire "considérablement" la durée d'étude et d'élaboration du permis de construire, indispensable au démarrage de tout projet d'investissement.

Il a précisé que la décision prise par les autorités locales de confier, désormais, ce dossier à l'Andi vise à "transcender" les lourdeurs bureaucratiques, à l'origine dans le retard enregistré dans l'octroi des permis de construction.

Le transfert de l'étude et de l'approbation des demandes de permis de construction au profit du guichet unique de l'agence nationale de développement de l'investissement devrait accélérer, d'après ce responsable, les procédures d'octroi de ce document et de traiter également un nombre plus important de demandes, a-t-il ajouté.

La présence au sein de ce guichet des représentants des directions techniques concernées, telles que l'urbanisme, les ressources en eau, l'énergie, les domaines et l'agriculture, garantira la rapidité de traitement des demandes et limitera, ainsi, la durée nécessaire pour l'approbation de chaque demande, a expliqué le même responsable.

Les investisseurs pourront, à la faveur de cette disposition, retirer leur permis de construction dans un délai n'excédant pas les vingt jours, a signalé M. Rezzoug, rappelant que l'ancienne procédure prenait, parfois, plusieurs mois avant d'aboutir.

### Céréales : Les cours mondiaux du blé et du maïs ouvrent l'année très stables

#### Source : Transaction d'Algérie

Les cours du blé et du maïs restaient très stables mardi au premier jour de cotation de l'année 2017 sur le marché européen Euronext, avec des volumes restreints, le marché américain de Chicago restant fermé une journée de plus.

Vers midi, la tonne de blé à échéance mars restait stable à 168 euros la tonne, et perdait 50 centimes d'euros à 170,50 euros la tonne pour l'échéance mai, dans un volume de transactions de seulement 695 lots. Le maïs, pour sa part, gagnait 50 centimes sur l'échéance de janvier à 166,5 euros et perdait 75 centimes sur celle de mars à 168,50 euros, dans un volume confidentiel, seulement 215 lots ayant été échangés depuis l'ouverture. Le marché du blé observe très peu d'activité depuis 15 jours et reste globalement stable, "à un niveau élevé d'une fourchette basse" explique Paul Gaffet, analyste chez ODA. Après une année 2016 passée entre 150 et 170 euros la tonne en moyenne, le cours du blé commence 2017 au sommet de cette fourchette, mais très loin des records à la hausse établis en 2007, 2011 et 2012, où il avait touché 280 euros la tonne. La raison vient des récoltes record réalisées en 2016 en Russie, en Ukraine, aux Etats-Unis, en Australie et en Argentine, avec des greniers à blé excédentaires un peu partout, sauf en France, qui ont orienté durablement le marché vers le bas. "Depuis 2013 inclus, la production mondiale de blé et de maïs dépasse la consommation", ajoute M. Gaffet. En France, c'est la situation inverse qui prévaut. ODA prévoit que les exportations françaises de blé vont être diminuées de moitié pour la récolte 2016, aux alentours de 10-11

millions de tonnes au lieu de 20 millions pour la récolte 2015. Pour l'année qui vient, ODA note aussi que les surfaces plantées en blé diminuent fortement aux Etats-Unis (-7% sur un an et -14% sur les deux dernières années). L'Egypte, premier importateur mondial de blé, ne devrait pas réduire ses importations malgré ses difficultés économiques, souligne aussi le cabinet.